

Le biogaz est-il une alternative au gaz russe?



L'Hexagone compte 1300 méthaniseurs facilement reconnaissables à leur dôme vert, et près de 800 projets en cours de développement(CC0 / Martina Nolte)

Face aux tensions d'approvisionnement en gaz russe, l'Union européenne mise sur le biogaz: il pourrait fournir 7 à 10 % de la consommation dans l'Hexagone à l'horizon 2030, soit la moitié du gaz importé depuis Moscou. Il provient de la fermentation des déchets organiques. Mais le développement des méthaniseurs dans nos campagnes soulève des oppositions. La Confédération paysanne notamment demande un moratoire sur le sujet.

Le biogaz made in France pourrait remplacer la moitié du gaz russe importé d'ici 2030, selon le gouvernement. En mettant un coup d'accélérateur sur la fabrication de ceux déjà programmés, on pourrait obtenir 25 TWh d'électricité supplémentaires. Alors qu'ils n'étaient que 200 dans les années 2010, l'Hexagone compte aujourd'hui 1300 méthaniseurs facilement reconnaissables à leur dôme vert, et près de 800 projets en cours de développement. Si la grande majorité produit de l'électricité ou de la chaleur en cogénération, la tendance est aux installations connectées au réseau afin d'y injecter directement le biométhane. Elles ont augmenté de 70 % en 2021. D'ici 2030, on devrait ainsi atteindre 60 TWh de biométhane injecté dans le réseau contre 10 TWh fin 2022.

Afin de lever certains obstacles, le gouvernement a multiplié les annonces ces dernières semaines. Fin avril, il a publié un décret visant les certificats de production de biogaz, qui imposent aux énergéticiens un taux minimum de biométhane dans leur production de gaz. Le ministère de la Transition Ecologique a également officialisé le lancement d'un appel d'offres pour les grands projets (25 GWh chaque année en plus). Jusqu'à ce jour, seuls les méthaniseurs de petite taille bénéficiaient d'un contrat d'achat de l'électricité avec l'Etat, comme les filières éoliennes ou solaires.

Signe que la filière se consolide, de nombreux industriels investissent eux aussi dans le biogaz. TotalEnergie a racheté l'an dernier Fonroche Biogaz, leader du marché français de gaz renouvelable. Engie de son côté, avec sa filiale Engie Bioz, compte près de 20 unités en exploitations. *«La crise actuelle de l'énergie nous le rappelle : nous devons sortir au plus vite des énergies fossiles en développant rapidement des alternatives décarbonées. Développer nos capacités de production de biogaz est un des leviers pour accélérer et assurer notre indépendance énergétique»*, soutenait Barbara Pompili, la précédente ministre de la Transition écologique.

Mais le déploiement des unités de méthanisation ne se fait pas sans heurts. Accaparement des terres, concurrence entre cultures alimentaire et énergétique, pollution de l'air et de l'eau, appauvrissement des sols, odeurs nauséabondes, gestion des digestats, dépréciations immobilières... Les critiques sont nombreuses et les mobilisations en hausse, si bien

que la Confédération paysanne, Eaux et rivières de Bretagne et la Capseb (Convergence pour une agriculture paysanne sociale et écologique en Bretagne) demandent un moratoire sur la méthanisation.

En août 2020, à Châteaulin dans le Finistère, plus de 400 m³ de digestats, des résidus de méthanisation de matières organiques naturelles, se sont déversés dans l'Aulne, depuis la centrale de production de biométhane d'Engie Bioz, privant 180 000 personnes d'eau potable pendant plusieurs jours. De tels incidents ne sont pas si rares. En novembre dernier, à Rarécourt et Froidos, dans la Meuse, les nappes phréatiques ont été polluées. La méthanisation est là aussi pointée du doigt.

Bruno Bourgeon <http://www.aid97400.re>

D'après Novéthic du 17 mai 2022 (<https://www.novethic.fr/actualite/energie/transition-energetique/isr-rse/le-biogaz-une-alternative-made-in-france-au-gaz-russe-qui-ne-fait-pas-l-unanimite-150792.html>)